

AUDITIONS DU RAMADAN

Quelques ministres seulement chez Bouteflika

Les traditionnelles auditions «ramadanesques» du gouvernement par Bouteflika ne concerneront pas tous les secteurs. «Cette année, ce ne sera pas systématique comme les années précédentes», nous confie une source bien informée.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Selon notre source, Bouteflika a décidé de réduire la liste des ministres à auditionner, dès le début du mois de Ramadan, à seulement ceux qui, parmi eux, sont à la tête de secteurs qui cha-peautent des projets. «Environ une dizaine de ministères comme l'Habitat, les Travaux publics, l'Agriculture, la Santé, l'Emploi, etc.».

Aux auditions du Ramadan, assisteront, outre le ministre concerné et le président bien sûr, le Premier ministre, le ministre de l'Intérieur, le ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République ainsi que le vice-Premier ministre.

«Or, explique notre source, cette année, le choix de réduire la liste des ministres et secteurs à mettre sous la loupe s'impose de lui-même.

Il y a un facteur temps à prendre en considération, car le président a ordonné en même temps au gouvernement de préparer tous les textes de lois à réviser dans le cadre des réformes politiques avant la fin du mois d'août.»

Les textes en question sont au nombre de sept : le code de wilaya, la loi sur les cas d'incompatibilité des mandats parlementaires, la loi sur la femme, la loi sur les partis, la loi sur les associations, le code de l'information ainsi que la loi électorale. De plus, il s'agit de



Le président Bouteflika.

Photos : Samir Sid

lois organiques. Ce qui obligera le gouvernement à travailler à un rythme effréné durant tout le mois d'août.

«Il y aura une réunion du gouvernement tous les deux jours et parfois même des réunions quotidiennes», confie encore notre source.

Et d'ailleurs si les membres du gouvernement sont officiellement en congé depuis aujourd'hui, et ce, jusqu'au 30 juillet, leurs collaborateurs, voire même certains d'entre eux s'échinent à préparer le travail, notamment s'agissant des textes de lois pour pouvoir être dans les délais.

Il faut, en fait, rappeler que Bouteflika s'était engagé publiquement et à trois reprises à présenter les six textes de lois au Parlement dès l'ouverture de la session d'automne.

En tout cas, tous les textes devront être approuvés par le gouvernement, le Conseil des ministres et le Parlement avant la fin de l'année.

K. A.

DÉTERMINÉ À S'IMPLIQUER DANS L'ACTION POLITIQUE
Nacer Boudiaf veut réactiver le RPN

Intervenant mercredi dernier au Théâtre régional Malek-Bouguermouh de Béjaïa sur invitation du café littéraire de Béjaïa à l'occasion de la présentation de son livre «L'Algérie avant tout» consacré à la vie et l'œuvre de Si Tayeb El Watani, Nacer Boudiaf a déclaré qu'il compte s'investir pleinement dans la politique en relançant le RPN, le Rassemblement patriotique national, initié par son défunt père Mohamed Boudiaf, président du HCE assassiné le 29 juin 1992 à Annaba.

Répondant à un citoyen qui l'interrogeait pour savoir «si le collectif Mohamed Boudiaf, très actif sur le réseau social Facebook, compte passer à l'action ?», Nacer Boudiaf affirme qu'il veut «repandre le flambeau».

Affichant sa détermination à continuer son combat pour faire toute la lumière et connaître la vérité sur l'assassinat de son père, Nacer Boudiaf s'engage à relancer le RPN et poursuivre l'œuvre cher à Si Tayeb El Watani pour une réelle rupture avec le système politique en place et réconcilier les Algériens avec leur pays et leur histoire.

A une condition, tient-il, toutefois, à souligner que ce projet trouve écho chez les Algériens et que si le peuple «y adhère». «Moi je suis prêt à relancer le RPN si vous le voulez. Est-ce qu'on peut rassembler tout le monde ? Pourquoi pas. Tout est bloqué. La majorité des partis politiques est sans projet de société.

Le pouvoir a de l'argent mais pas de projet. Nous, on a un projet. Il faut un début à tout. Car j'ai mal de voir l'Algérie dans cette situation. C'est pour cela que j'ai décidé de faire de la politique», a expliqué Nacer Boudiaf.

«En six mois, mon père a réussi à travers son projet de société à redonner espoir au peuple alors que les autres n'ont rien fait pendant 50 ans», poursuit sur sa lancée l'orateur, convaincu qu'en plus des affaires des faux moudjahidines et celles liées à la corruption divulguées à l'époque par le président Boudiaf, ce qui «a dérangé l'establishment était la création du RPN qui lui a valu un coup de rafa-le dans le dos le 29 juin 1992 à Annaba» assène-t-il.

Dans son livre, le fils de Si

Tayeb El Watani n'a pas fait dans la dentelle en accusant autant «les hommes du président» que ceux du «sérail de complicité d'une manière ou d'une autre» dans l'assassinat du président du HCE, rejetant ainsi la thèse officielle «d'un acte isolé» et de soutenir celle «du complot».

Pour Nacer Boudiaf «le deuil n'a pas été fait. Il faut d'abord connaître toute la vérité», fait-il savoir convaincu que le message des assassins du chef de l'Etat est que «son exécution devant la caméra de la télévision en direct et personne ne nous touchera au royaume de l'impunité. Rien de crédible ne peut être bâti sans la justice. L'absence de justice laisse la voie grande ouverte à l'impunité

dont souffrent les milliers de jeunes, qui ne rêvent que de quitter un aussi beau pays que l'Algérie» soutient-il.

La revendication du fils du défunt président du HCE consiste en la réouverture du procès au cours duquel, pour rappel, l'assassin, selon la thèse officielle, le membre du GIS, le sous lieutenant, Lembarek Boumaarafi ayant tiré dans le dos du président Boudiaf a été condamné à la peine capitale.

Dans son livre intitulé *L'Algérie avant tout*, Nacer Boudiaf parle du rapport de la commission nationale dont les résultats n'ont pas été publiés intégralement. «Une bonne partie soulignant le rôle des services de sécurité a été occultée» affirme le conférencier persuadé que «si on avait eu ce rapport complet, on aurait su beaucoup de choses».

Une déclaration de Nacer Boudiaf qui laisse sous entendre qu'il existerait des «complicités en haut lieu». Evoquant la Fondation Mohamed-Boudiaf, le conférencier a clairement fait savoir qu'il n'a



Nacer Boudiaf.

Photos : DF

jamais fait partie de ce qu'il a qualifié «de Fondation alibi». Aux yeux de Nacer Boudiaf, la Fondation en question n'est «visible» que les 16 janvier et les 29 juin et «ne mène

aucun combat pour qu'éclate la vérité sur l'assassinat de celui dont ils sont censés honorer et défendre la mémoire».

A. Kersani

ENTERREMENT DE BACHIR MOHAMED À AÏN TÉMOUCHENT

Des manifestants réclament la vérité sur sa mort

La wilaya de Aïn-Temouchent a vécu une journée fort agitée mercredi dernier. L'enterrement de Bachir Mohamed, un homme de 33 ans décédé lundi à l'hôpital d'Oran où il a été admis 12 jours auparavant, a été suivi d'une large action de protestation.

Des centaines de personnes ayant assisté à l'enterrement ont, en effet, organisé une manifestation contre les autorités locales, à leur tête M^{me} le wali. Les manifestants, après l'enterrement, se sont rués vers le siège de la Wilaya, scandant des slogans hostiles aux autorités locales, entre autres «le peuple veut la chute de M^{me} le Wali».

Sur trois banderoles déployées tout le long du parcours menant du cimetière au siège de la Wilaya, on pouvait lire, écrit en arabe : «Il a réclamé un logement, vous lui avez offert la tombe», «Faut-il mourir pour jouir d'un droit ?» ou encore «Justice, justice». Il a fallu tout le tact de sages personnes pour que la manifestation

pacifique ne tourne pas à l'émeute violente.

Les manifestants, jeunes, pour la majorité, avaient visiblement gros sur le cœur. Une délégation composée de quatre personnes a été reçue par le secrétaire général de la Wilaya à qui elle a exposé les doléances de la famille du défunt et des manifestants.

La famille de Bachir Mohamed réclame une enquête sur les circonstances de la mort de son cher regretté. Une doléance assortie de deux autres réclamations, à savoir un toit pour la famille et une pension pour la veuve et les deux enfants du défunt. La famille demande une enquête, car avant qu'il ne décède à l'hôpital d'Oran, Bachir Mohamed avait fait l'objet d'une interpellation par la police.

C'était exactement le 3 juillet dernier, lors d'une action de protestation contre les listes de bénéficiaires de logements sociaux. Bachir Mohamed, demandeur, comme beaucoup d'autres citoyens de la wilaya, d'un logement social mais qui n'avait pas été retenu parmi les bénéficiaires, était sorti protester.

Selon ses parents, il était parmi les protesta-

taires qui s'étaient dirigés vers la siège de la station de la radio locale et que là «il a été interpellé, menotté et passé à tabac par la police». Sept autres manifestants, selon les déclarations de la famille du défunt, avaient subi le même traitement. «Relâché, il souffrait d'atroces douleurs au niveau de l'abdomen. Ce qui a nécessité son évacuation vers l'hôpital. Il subira une intervention chirurgicale mais son état ne s'est pas amélioré pour autant. Aussi il a été décidé son transfert à l'hôpital d'Oran où il a été maintenu sous surveillance médicale jusqu'à son décès lundi», a encore témoigné sa famille. La police, pour sa part, a réfuté cette version des faits.

Notons qu'une délégation de la DGSN a été dépêchée à Tissemsilt pour mener une enquête sur les circonstances de la mort de Bachir Mohamed. Le secrétaire général de la Wilaya, accompagné de représentants de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté nationale, s'est rendu au domicile du défunt pour présenter ses condoléances à la famille.

S. B.